



Les enseignants face à un allègement surprise du protocole sanitaire

«On a changé de protocole il y a quelques jours à peine et on revient déjà en arrière?» s'agace Cécile, 58 ans, directrice d'une petite école primaire dans l'Eure. Comme tous les enseignants, elle a découvert ce week-end, par voie de presse, le nouveau protocole sanitaire mis en ligne vendredi, en catimini, par le ministère de l'Éducation nationale sur son site internet. Désormais, le personnel, de la maternelle au lycée, ne sera plus considéré cas contact dès que trois élèves «de fratries différentes» seront testés positifs au Covid-19. Le protocole précise qu'une «étude approfondie des contacts déterminera si les personnels de la classe doivent être également considérés comme contacts à risque». Pourtant, 1599 classes et 103 établissements sont actuellement fermés en raison de cas de Covid-19. Des chiffres en forte progression (+71%), puisque le ministère comptabilisait 934 fermetures de classes la semaine précédente, avant le début des vacances de la zone A. Autre changement, et contrairement à ce qui avait été dé-



Dans un collège niçois en septembre. PHOTO REUTERS

cidé il y a quinze jours à peine, la fermeture d'une classe ne sera désormais plus automatique en cas de détection d'un cas positif au variant britannique. Elle sera seulement envisagée après «analyse locale concernant la circulation de cette variante sur le territoire», est-il précisé. «De nouvelles études ont apporté des éléments nouveaux et rassurants, sur ce variant, et elles montrent qu'il circule vite mais n'est pas plus dangereux», assure à Libération le ministère de l'Éducation nationale, qui renvoie la balle au ministère de la Santé, pour plus de précisions.

En conférence de presse jeudi, Olivier Véran se montrait pourtant beaucoup moins rassurant : «Les trois variants anglais, brésilien et sud-africain nous inquiètent particulièrement», avait annoncé le ministre de la Santé. «C'est surréaliste d'alléger le protocole, réagit Sophie Vénétiay, secrétaire générale adjointe du Snes-FSU, syndicat majoritaire dans le secondaire. L'Éducation nationale cherche à casser le thermomètre pour montrer que la situation est sous contrôle, en évitant de fermer des classes. Il fait le choix de laisser circuler les

variants dans nos écoles, c'est irresponsable.»

Le Snes-FSU insiste sur l'importance de casser les chaînes de contamination dans les écoles pour les adultes aussi. Or, en cas de variant sud-africain ou brésilien, personnels et élèves ne sont plus logés à la même enseigne. Depuis deux semaines, la règle était claire : fermeture automatique de la classe. Désormais, deux possibilités cohabitent. Si un élève est testé positif, tous ses camarades seront considérés comme cas contacts et leur classe sera fermée. En revanche, si un enseignant (ou des membres du personnel intervenant dans la classe) est testé positif au variant sud-africain ou brésilien, il ne sera pas considéré d'office comme un contact à risque et cela n'entraînera pas automatiquement la fermeture de la classe.

«Pourquoi faire une distinction entre les adultes et les élèves? s'interroge Sophie Vénétiay. Il n'y a aucune transparence ni éclairage scientifique sur cette décision.»

CÉCILE BOURGNEUF

